La lettre de conjoncture de la région grenobloise - n°6

septembre 2001

AVIS : *La présente lettre de conjoncture a été réalisée à partir d'enquêtes auprès des entreprises et des organisations professionnelles juste avant la tragédie américaine.*

Il est probable que cette terrible actualité aggrave le sentiment d'inquiétude déjà exprimé par les dirigeants d'entreprise et affecte le niveau de l'activité économique internationale.

Un début d'année 2001….**sous le signe de l'inquiétude.**

Après une année 2000 exceptionnelle au cours de laquelle les principaux indicateurs d'activité économique en Isère affichaient un niveau rarement atteint, le premier semestre 2001 enregistre les premiers signes d'essoufflement. La plupart des observateurs économiques parlent de « retournement de tendance ». Même si les situations sont contrastées d'un secteur d'activité à l'autre, l'Isère n'est désormais plus épargnée par la détérioration de la conjoncture économique.

Malgré ce contexte, la majorité des entreprises de la région grenobloise affiche une progression de leur chiffre d'affaires au premier semestre 2001. En revanche, elle mentionne une stabilité des investissements, de la situation financière, de l'activité internationale et de l'emploi.

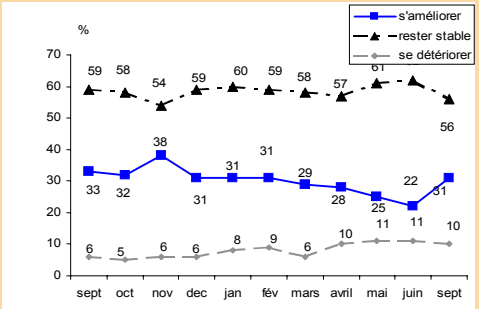
Les chefs d'entreprise restent prudents quant aux perspectives futures de développement, d'autant plus, qu'au ralentissement de la croissance mondiale et de la demande intérieure s'ajoutent, entre autres, des échéances sociales et politiques importantes pour les entreprises.

Le baromètre des chefs d'entreprise : **confiance teintée de pessimisme.**

>> 87 % des chefs d'entreprises, contre 91 % début 2001, pensent que la situation de leur entreprise va rester stable ou s'améliorer à court terme. Ils ne sont plus que 77% contre 90 % à être plutôt confiants au regard de la situation économique.

>> Cette baisse du moral des dirigeants d'entreprise de la région grenobloise est le reflet de leur inquiétude face à l'approche d'échéances capitales pour leur entreprise : entrée en vigueur de l'euro, application des 35 heures notamment pour les entreprises de moins de 20 salariés, et élection présidentielle de 2002.

Pensez-vous que la situation de votre entreprise va :



Sept 00 à sept 01

Source : CCI Grenoble

CCI GRENOBLE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE GRENOBLE

Des chefs d'entreprise confrontés **au ralentissement économique.**

>> Premier semestre 2001 : un rythme de croissance modéré pour les entreprises.

> La majorité des organisations professionnelles témoigne d'une stabilité de l'activité dans leurs secteurs pour le 1er semestre 2001. Pour certains, ce semestre a été fortement marqué par d'importants contrastes entre le 1er et le 2ème trimestre avec une forte hausse de l'activité en début d'année puis une baisse à partir du mois de mai.

> Globalement, 54 % des chefs d'entreprise interrogés, contre 49 % au premier semestre 2000, affichent une progression de leur chiffre d 'affaires. En revanche, ils enregistrent un maintien de tous les autres indicateurs : situation financière (50 %), investissements (66%), emploi (61 %), activité internationale (41 %),

>> Des perspectives à moyen et court terme plus ou moins bien orientées.

En terme de perspectives d'activité, pour le 2ème semestre 2001 et début 2002, les organisations professionnelles les considèrent comme plutôt stables voire plutôt négatives. Les dirigeants interrogés sont un peu moins pessimistes puisque 50 % d'entre eux prévoient une évolution positive et 36% une stabilité de leur activité.

>> Les difficultés de circulation et de stationnement en région grenobloise : un risque majeur pour les entreprises.

De manière unanime, les organisations professionnelles et les chefs d'entreprise interrogés considèrent que les difficultés de circulation et de stationnement en région grenobloise sont de plus en plus « préoccupantes » ; « l 'enclavement dont elle souffre est catastrophique ».

“ Une perte de temps et d'argent pour l'entreprise ! ”

> Ils estiment que cette situation a des conséquences négatives sur l'activité des entreprises. Majoritairement, ils notent un allongement des temps de transport et par voie de conséquence une hausse des coûts de transport, ainsi qu 'une dégradation des relations avec les partenaires : « retard dans les rendez-vous avec les clients et les fournisseurs », « perte de clients », « stress des salariés ».

Certains disent même perdre en productivité et en rentabilité. Tous attendent des solutions pour disposer « rapidement » de conditions de transport et de stationnement plus adaptées.

Les secteurs d 'activité en bref

>> BTP : une progression moins prononcée.

Après une année 2000 faste, l'activité a continué de progresser mais de façon moins importante avec notamment un tassement dans les constructions neuves de logements. Les problèmes de pénurie de main-d 'œuvre perdurent.

>> L'activité industrielle : le repli.

L'industrie iséroise subit, à son tour, les effets de la mondialisation et de la détérioration de la conjoncture à l'étranger. Conséquences : le gel de certains investissements, la prudence en matière d 'emplois, des carnets de commandes peu garnis.

>> Commerce de détail : un semestre satisfaisant.

Dans l'ensemble, les commerçants ont maintenu un bon niveau d'activité au premier semestre 2001 en enregistrant une hausse de leur chiffre d 'affaires, sauf pour les activités de coiffure et de parfumerie.

>> Les services : entre stabilité et croissance.

Dans la majorité des secteurs, les chiffres d 'affaires sont en hausse. Les autres indicateurs comme l'emploi et les investissements sont stables, sauf pour les entreprises de travail temporaire pour lesquelles ces indicateurs sont orientés à la baisse.

>> Tourisme : une saison estivale de plus en plus concentrée.

Les tendances observées depuis plusieurs années en Isère se confirment : déplacement de la clientèle sur fin juillet - début août, raccourcissement de la durée des séjours, étalement des congés. De plus, les caprices de la météo ont une nouvelle fois influencé le comportement des touristes.

Sources : Insee - Banque de France - CRCI - CDT - Bulletin des IMEC - CCI Grenoble

Une actualité marquée par le **passage à l'euro et les 35 heures.**

>> Les 35 heures : « une catastrophe pour les entreprises de moins de 20 salariés »...

Parmi les entreprises interrogées, 89 % des plus de 20 salariés et 20 % des moins de 20 salariés ont signé un accord.

Ainsi que le confirment les organisations professionnelles, les entreprises de moins de 20 salariés et, plus particulièrement les commerçants, considèrent cette obligation comme « inadaptée » et « catastrophique » pour les Pme.

1 018 accords sur les 35 heures ont été signés en Isère depuis juin 1998, soit 70 060 emplois concernés.
(DDTE Isère 30/06/2001)

Devant les risques d'augmentation du coût de la main d'œuvre, 42 % d'entre elles attendront donc l'échéance de 2002. 32 % ne se sentent pas concernées et refusent d'appliquer la loi.

On notera, par ailleurs, que dans certaines branches comme l'hôtellerie-restauration où les « difficultés de mise en œuvre des 35 heures sont importantes », les négociations se déroulent encore en cours au niveau national.

>> La réduction du temps de travail crée des tensions.

Pour la majorité des entreprises questionnées, les 35 heures signifient une augmentation des coûts de main-d'œuvre et une désorganisation du travail, auxquelles s'ajoutent des difficultés de recrutement :

« Bilan négatif : débauchage ».
« Désorganisation du travail due aux nombreuses absences … »
« Le climat social : des difficultés entre les non cadres et les cadres qui ne sont pas aux 35 heures».
« C 'est une catastrophe, car on est obligé d 'embaucher et on ne trouve pas de main-d 'œuvre qualifiée ».

Pour une minorité d 'entreprise seulement, la réduction du temps de travail équivaut à une amélioration du climat social.

>> L'euro : encore du chemin à parcourir.

La plupart des organisations professionnelles interrogées font état d'un niveau à peu près correct de préparation à l'euro pour les entreprises de leur secteur, avec toutefois de nombreux bémols sur certains aspects du passage. Les aspects comptable, marketing et informatique sont cités comme restant à finaliser.

Parmi les entreprises questionnées, ce sont les industriels qui semblent le mieux préparés au passage à l 'euro - 72 % sont prêts et 26 % sont en cours de préparation. Pour ces derniers le basculement s'effectuera au dernier trimestre 2001 ou en janvier 2002.

En revanche, la situation dans les commerces s 'avère beaucoup plus préoccupante : 36 % n'ont encore rien enclenché et 33 % sont en cours de préparation. Beaucoup attendent des demandes précises de leurs clients pour effectuer le passage.

" Tout est prêt depuis longtemps, mais l'euro n'est pas utilisé par les clients »,

« Pour l'instant, nous pratiquons uniquement le double affichage des prix ».

« Nous n'avons rien fait, nous sommes inquiets et nous avons besoin d'aide »

" L'adaptation des consommateurs à l'euro inquiète les commerçants !"

Les commerçants interrogés sont conscients que le bon déroulement du passage à l'euro pour les consommateurs est largement entre leurs mains.

Ils appréhendent les réactions et le temps d'adaptation de leurs clients lors de la mise en place définitive de la monnaie unique.

Par ailleurs, les commerçants expriment des craintes face aux problèmes d'insécurité que pourraient susciter cette échéance.

Les facteurs de réussite ou de risques **vus par les entreprises et les organisations professionnelles.**

>> Au rang des risques majeurs : les échéances de 2002 et le ralentissement de la croissance.

> Pour les organisations professionnelles, le ralentissement de la croissance, le fléchissement de la demande interne, – tendances constatées dès à présent dans certains secteurs – constituent les premiers facteurs de risques de voir le développement des entreprises et la situation économique “ marquer sérieusement le pas ”.

> Pour plus de la moitié des chefs d’entreprise interrogés, ce sont les 35 heures et les difficultés de recrutement qui sont les principaux obstacles à l’amélioration de la situation leur entreprise. Ils considèrent l ’embauche de personnel qualifié comme une priorité.

Dans des secteurs comme l’hôtellerie/restauration, le Btp et l’automobile, ces problèmes de recrutement sont de plus en plus perceptibles.

Autre point noir pour les entreprises et les organisations professionnelles, le passage à l ’euro qui inquiète particulièrement les commerçants.

Les chefs d ’entreprise interrogés expriment également leur appréhension, mais dans une moindre mesure, face aux échéances électorales de l’année 2002.

Parmi les facteurs susceptibles de dynamiser le développement des entreprises, les dirigeants et les organisations professionnelles interrogés citent le maintien de la croissance alors que des menaces pèsent dessus..

Ils misent également sur l ’utilisation des nouvelles technologies de l’information et de la communication, ainsi que sur l’embauche « réussie » d’un personnel qualifié.

>> Internet : un outil efficace pour les entreprises !

Les organisations professionnelles interrogées évoquent une utilisation très différenciée d’internet suivant l’activité et la taille des entreprises. Internet est dorénavant bien utilisé au sein des entreprises les plus importantes ; en revanche, un important travail de sensibilisation reste à mener dans les plus petites structures.

Pour les chefs d ’entreprise questionnés, 83 % disent utiliser internet dans leur entreprise contre 38 % en janvier 1999 et 73 % en janvier 2000.

Pour l’ensemble des entreprises, commerces y compris, l’utilisation d ’internet est en très nette hausse.

71 % des entreprises interrogées dans l’industrie et les services aux entreprises, possèdent leur site. Internet est également très utilisé pour rechercher des informations, transférer des fichiers, ou échanger des données au travers de la messagerie électronique.

A court terme, près de **40 %** des entreprises interrogées ont des projets d ’investissements pour internet. Les entreprises déjà présentes sur internet souhaitent améliorer les sites existants et les services proposés.

Celles qui utilisent peu ou pas internet, souhaitent se connecter à internet ou créer leur propre site.

Par ailleurs, les entreprises se tournent de plus en plus vers la création d’un intranet, ou le développement du commerce électronique

De manière quasi unanime, les entreprises estiment qu’internet a modifié leur façon de travailler : « plus d ’efficacité, plus de rapidité dans les échanges», « très pratique pour la recherche d ’information ».

Source : CCI Grenoble - Enquêtes réalisées auprès de 22 organisations professionnelles et de 150 chefs d ’entreprise (industrie, commerce, services) de la région grenobloise du 23 août au 4 septembre 2001.

Remerciements

La Chambre de commerce et d'industrie de Grenoble remercie les entreprises du panel Présences et les organisations professionnelles ayant permis, par leur contribution, la réalisation de cette enquête de conjoncture.

CCI GRENOBLE

Observatoire Economique
Septembre 2001

CHAMBRE DE COMMERCE ET D’INDUSTRIE DE GRENOBLE

■ INFORMATION ECONOMIQUE ■ DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES
■ GREX WORLD TRADE CENTER GRENOBLE
■ GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE
■ GROUPE FORMATION ■ INSTITUT DES METIERS ET DES TECHNIQUES
■ TEC, TECHNOLOGIES ET COMPETITIVITE ■ MAGAZINE PRESENCES
■ ESPACE CONGRES WTC ■ AEROPORT DE GRENOBLE SAINT-GEOIRS

1, place André-Malraux - BP 297
38016 Grenoble Cedex 1 - France
Tél. : (33) 4 76 28 28 28
Télécopie : (33) 4 76 28 27 47
www.grenoble.cci.fr

Vers un ralentissement de la création d'emploi en Isère.

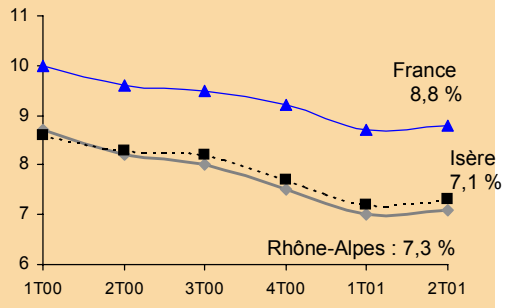
>> Le nombre de demandeurs d 'emplois, en Isère, s'élevait fin juin 2001 à 31 429, soit une hausse de 0,8% par rapport au mois précédent. Cette tendance se confirme en juillet.

>> Une évolution qui est conforme aux tendances nationale et régionale dans un contexte d'incertitude économique moins propice aux embauches. Toutefois, sur un an, l'Isère voit le nombre de chômeurs diminuer de 13,4 % par rapport à juin 2000.

>> Le département enregistre également, sur cette même période, une baisse non négligeable du chômage de longue durée (-32 %) plus marquée qu 'en France (-21,1 %) et en Rhône-Alpes (-29,1 %).

2 590 emplois jeunes créés en Isère depuis octobre 1997.

Taux de chômage (%)



Source : DDTE Isère

+ 12 850 emplois salariés en Isère en 2000.

Grâce à une conjoncture économique favorable, l'Isère, comme la France et Rhône-Alpes, a connu en 2000 une croissance exceptionnelle de l'emploi de +4,5 % par rapport à 1999 (+4 % en RA et +4,5 % pour la France).

On comptait donc 296 886 emplois au 31 décembre 2000 en Isère. Tous les secteurs économiques, en particulier les services (+5,7 %), mais aussi, le BTP (+ 5,3 %), l'industrie (+3,3 %), et le commerce (+3,8 %) ont contribué à l 'évolution positive de l'emploi en Isère au cours de l 'année 2000.

Notons, par ailleurs, qu'entre 1990 et 2000, le département de l'Isère a enregistré une progression de plus de 24 300 emplois salariés soit +14,3 % contre +11,4 % en Rhône-Alpes.

Source : Assedic 31/12/2000

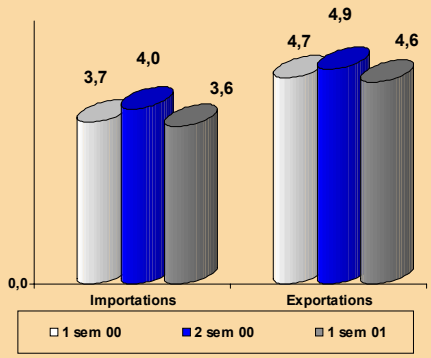
Les échanges commerciaux : la fin de la croissance ?

>> En 2000, les échanges commerciaux de l'Isère avaient bénéficié d'un contexte économique favorable et d'une forte croissance mondiale. Avec 9,6 milliards d'euros (63,1 milliards de francs), les exportations de l'Isère ont progressé de + 13,7 % par rapport à 1999.

>> Au premier semestre 2001, en dépit du fort ralentissement économique mondial, l'Isère a dégagé un solde commercial de 0,96 milliards d 'euros (6,3 milliards de francs).

>> Toutefois, le département suit les tendances régionale et nationale en enregistrant une légère baisse de ses exportations : 4,6 milliards d 'euros (29,8 milliards de francs) contre 4,7 milliards d 'euros (30,8 milliards de francs) au premier semestre 2000. Les importations avec un montant de 3,6 milliards d'euros (24,2 milliards de francs) restent relativement stables par rapport à la même période en 2000.

Commerce extérieur isérois en 2000 et 2001



Milliards d 'euros
Source : Douanes de Chambéry

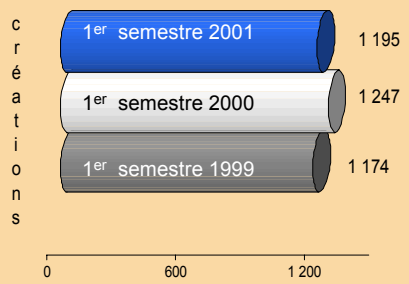
La création d'entreprise : **tendance à la stabilité.**

>> Après une année 2000 caractérisée par une augmentation des créations d'entreprises en région grenobloise, le premier semestre 2001 apparaît comme un palier dans cette progression avec près de 1 200 créations.

>> Ce semestre est marqué par des évolutions contrastées entre le 1er et le 2ème trimestre avec une bonne tenue des créations au premier trimestre, puis une baisse à partir du mois de mai.

>> Les secteurs de l'industrie et de la construction ainsi que les services représentent respectivement 12,8 % et 43 % des créations, tandis que la part des créations dans le commerce continue sa lente érosion avec 44,2 % des créations contre plus de 50% au début des années 90.

Créations d'entreprise en région grenobloise



Comparaison des données provisoires - 09/2001
Source : Fichier des entreprises - CCI Grenoble

>> En Rhône-Alpes, le rythme de progression des créations d'entreprise reste très modeste au premier semestre 2001 avec + 2,8 % soit 14 580 créations d'entreprise ; en France, il amorce une légère diminution avec - 0,07 % soit 146 611 nouvelles entités.
(Insee comparaison avec le premier semestre 2000)

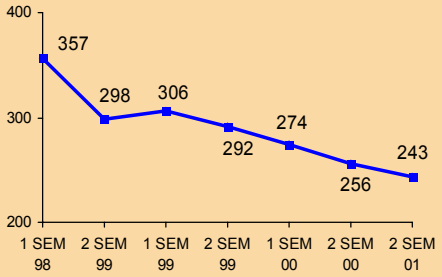
Les défaillances d'entreprise : **toujours en baisse.**

>> Au premier semestre 2001, 243 jugements ont été prononcés en région grenobloise, soit 11,3 % de moins qu'à la même période l'an dernier.

>> Parmi ces procédures, on compte 162 liquidations et 81 ouvertures de redressements judiciaires. Beaucoup de secteurs sont concernés par cette diminution des dépôts de bilan, à commencer par l'immobilier et le Btp ainsi que les entreprises de services et de mécanique générale.

>> A l'inverse, on observe une remontée des défaillances dans les secteurs liés à l'alimentation/restauration, les transports et l'automobile.

Défaillances d'entreprise en région grenobloise



Nombre d 'ouvertures de procédures collectives
(redressements et liquidations judiciaires)
Tribunal de Commerce de Grenoble - 09/2001

CCI GRENOBLE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE GRENOBLE